



PREFET DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement et de l'énergie d'Île-de-France

Évry, le

Unité territoriale de l'Essonne

Affaire suivie par : Mathieu FERNANDEZ
mathieu.fernandez@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 01.60.76.34 11- Fax : 01.60.76.34.88
Référence : A2016-1725
D2015- 0606

Affaire : Demande d'autorisation d'exploiter une ICPE déposée
par LPFE Bondoufle
Code Établissement : 65 3725
N:\ACTIONS_ICPE\EVRY\Bondoufle\SCI LPFE
BONDOUFLE (ex KUEHNE NAGEL)\2014-12 DDAE\Rapport
DRIEE suite EPI\LPFE 2016-03-15 Rapport Coderst.odt

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

OBJET : Demande d'autorisation d'exploiter d'une installation classée pour la protection de l'environnement

PÉTITIONNAIRE : LPFE Bondoufle

COMMUNE(S) : Bondoufle

REFERENCE :

1. Dossier de demande d'autorisation d'exploiter en date du 18 décembre 2014 (A2014-2472)
2. Relevé d'insuffisances transmis en date du 03 mars 2015 (D2015-0452)
3. Réponse au relevé d'insuffisances en date du 09 avril 2015 (A2015-0738)
4. Conclusions du commissaire enquêteur liées à l'enquête publique transmises en date du 03 septembre 2015 (A2015-1757)
5. Positionnement de l'exploitant par rapport à la nouvelle nomenclature en vigueur depuis le 1^{er} juin 2015 (A2015-1979)
6. Porter-à-connaissance relatif à l'implantation d'une seconde chaufferie (A2016-0519)

Par transmission du 03 septembre 2015, Monsieur le Préfet nous a adressé le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande déposée par la société LPFE Bondoufle.

Le présent rapport examine le caractère acceptable de la demande. Il propose de saisir l'avis du CODERST sur les suites administratives réservées à l'instruction du dossier visé en objet. Il porte en outre à la connaissance de la DDT les aléas technologiques générés par cette activité, aléas qui doivent être portés à la connaissance de l'autorité compétente en matière d'urbanisme.



1 PRÉSENTATION DU DEMANDEUR, DE SON PROJET ET DU CONTEXTE DE LA DEMANDE

1.1 Présentation

Nom: LPFE Bondoufle
Représentant : Pierre-David BAYLAC, le gérant
Adresse du siège : 11 Place Edouard VII 75009 Paris
SIRET : 480010818 - 00023
Forme juridique : SCI
Capital : 693 500€
Code NAF: 6820B – Locations de terrains et d'autres biens immobiliers
Lieu du projet: les parcelles 5, 6, 7 et 8 de la section AP sur LE PLESSIS PÂTÉ et sur la parcelle 78 de la section BA sur BONDOUFLE

1.1.1 Activités du demandeur

LPFE Bondoufle est une société civile immobilière faisant partie de la holding LPFE GERANT SARL. Cette dernière possède plusieurs sociétés civiles immobilières, certaines d'entre elles exploitent des entrepôts soumis à autorisation, selon son dirigeant.

LPFE exploite depuis août 2014 l'entrepôt sise sur le lieu du projet en respectant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°96.3453 du 6 août 1996. Il accueille actuellement un unique locataire KUEHNE+NAGEL, spécialisé dans la logistique et la gestion de la chaîne logistique.

L'objet du projet est la réhabilitation de l'entrepôt afin d'accroître son potentiel d'activité. En effet, son réaménagement doit le conduire à pouvoir diversifier la nature des produits stockés. Ainsi l'exploitant souhaite obtenir un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement portant sur de nouvelles rubriques.

1.1.2 Installation projetée

La présente demande porte sur le réaménagement de la plate-forme logistique d'une surface totale d'environ 43 605 m² sur un terrain de 111 021 m². L'entrepôt est constitué de trois bâtiments, composés chacun de quatre cellules de stockage et de locaux techniques. La hauteur sous faîtage maximale est celle du bâtiment 1 soit 13,6 mètres. Les deux autres bâtiments ont une hauteur sous faîtage de 13,25 mètres.

Les douze cellules de stockage sont réparties de la manière suivante :

Bâtiment 1 d'une surface totale d'environ 13 620 m ²	<ul style="list-style-type: none">o Cellule de stockage C1 d'environ 1 170 m²o Cellule de stockage C2 d'environ 5 800 m²o Cellule de stockage C3 d'environ 5 425 m²o Cellule de stockage C4 d'environ 655 m²
Bâtiment 2 d'une surface totale d'environ 15 680 m ²	<ul style="list-style-type: none">o Cellule de stockage A1 d'environ 3 980 m²o Cellule de stockage A2 d'environ 3 980 m²o Cellule de stockage A3 d'environ 5 990 m²o Cellule de stockage A4 d'environ 655 m²
Bâtiment 3 d'une surface totale d'environ 14 305 m ²	<ul style="list-style-type: none">o Cellule de stockage B1 d'environ 6 000 m²o Cellule de stockage B2 d'environ 6 000 m²o Cellule de stockage B3 d'environ 421 m²o Cellule de stockage B4 d'environ 450 m²

À noter, la cellule A4 est à froid positif.

Les locaux techniques sont notamment les ateliers de charge, un atelier de maintenance, deux chaufferies et le local sprinkler.

L'exploitant a porté à la connaissance de M. le Préfet l'installation d'une seconde chaufferie, le 03 mars 2016. Il ne s'agit pas d'une modification notable et substantielle du projet.

1.1.3 Description de l'activité

La future plate-forme logistique est destinée à recevoir des produits alimentaires, ainsi que des combustibles divers. Les matières combustibles associées à ces marchandises sont principalement :

- * Des produits combustibles divers (produits alimentaires, produits de grande distribution, etc.) ;
 - * Le bois provenant des palettes supportant les marchandises ;
 - * Le papier, carton pouvant venir des articles stockés mais également des emballages (colisage) ;
 - * Des polymères (matières plastiques) pouvant venir des articles stockés mais également du conditionnement de certains produits (films de palettisation en polypropylène, polystyrène de calage, etc.).
- Certains produits plus spécifiques seront également réceptionnés et stockés sur le site. Il s'agit :
- * D'aérosols contenus dans des produits alimentaires (crème chantilly, etc.), des produits d'hygiène corporelle (mousses et gels de rasage, déodorant, laque pour cheveux, etc.), et des produits d'entretien domestique ou automobile (détergeant, insecticide, cire). Selon l'exploitant, ces produits sont en quantité très inférieures aux seuils de déclaration des rubriques 1172 et 1173 ;
 - * Des alcools de bouche ;
 - * Des produits divers comportant des liquides inflammables (produits d'entretien).

Le dossier indique que la réception et l'expédition des marchandises se feront par voie routière.

L'effectif total du site s'établira à environ 300 personnes. Le site fonctionnera essentiellement en 3*8 du dimanche 18h au samedi 22h20 mais pourra ponctuellement fonctionner 7j/7. La fréquentation par les camions se fait durant les heures d'ouverture du site à raison de 150 camions entrants, 150 camions sortants par jour.

1.2 Description de l'environnement du projet

Le projet de l'exploitant est le réaménagement intérieur de l'entrepôt existant, aucun élément ne modifie les limites du terrain, ni la superficie totale de l'entrepôt, ni sa hauteur, ni ses façades. Ainsi l'exploitant n'a pas déposé de permis de construire. Pour mémoire, le terrain est à la fois sur la commune de Bondoufle et du Plessis Pâté. Il est en zone UE (zone à vocation économique) du PLU de Bondoufle et en zone UI (zone réservée à l'accueil d'activités économiques) du PLU du Plessis Pâté.

Le site se situe dans une zone d'activité dense. Il ne fait l'objet d'aucune zone de protection réglementée. La voie d'accès principale est la N104 située à 2,5 km environ. La zone d'activité est desservie par la D312. L'exploitant dénombre 7 établissements à caractère sanitaire ou social dans un rayon de 3 km, le plus proche étant à 900 mètres. Le centre-ville de Bondoufle est à 700 mètres au Nord de l'établissement.

À noter, à 500 mètres à l'ouest de l'établissement, se trouve l'aéroport de Brétigny-sur-Orge. Cet aérodrome militaire n'est plus en activité.

Par ailleurs, le projet présenté indique qu'il :

- n'est pas concerné par une zone de protection réglementée (pas de site classé ou inscrit recensé dans un rayon de 1km du projet) ;
- n'est pas inclus dans un périmètre de protection d'un captage d'alimentation en eau potable ;
- n'est pas concerné par un site du réseau Natura 2000
- est situé à une distance d'environ 1,5 km des ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique)

L'exploitant se positionne par rapport aux principaux plans d'aménagement du territoire, notamment le Plan de Prévention du Risque Inondation (le site n'est pas dans le périmètre), le SDAGE ou encore le Plan de Protection de l'Atmosphère.

Après avoir fait état des différentes servitudes d'utilités publiques dans un rayon d'un kilomètre, le dossier conclut sur le fait que le site est soumis aux servitudes :

- * aéronautique liée à l'aérodrome de Brétigny-sur-Orge,
- * au permis de recherche d'hydrocarbures ;
- * de protection des centres de transmissions radioélectriques ;

1.3 Nature et volume des activités

1.3.1 Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous (ou au titre des modifications des installations existantes visées par l'article R. 512-33).

Rubriques de la nomenclature	Libellé de la rubrique	Volume ou tonnage maximal autorisé
1510-1 (A)	Stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des entrepôts couverts à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 300 000 m ³	Entrepôt d'environ 428 904 m ³ . Sur la base d'un stockage de 1,8 palette/m ² et d'une surface de stockage de 40 674 m ² et d'une masse de 500 kg par palette, la quantité de matières combustibles stockées dans l'entrepôt représentera au maximum 36 606 tonnes. Cette valeur est atteinte si la totalité des stockages de l'entrepôt est liée à cette rubrique.
1530-1 (A)	Dépôt de papier, carton ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés (dépôt de) à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 50 000 m ³	Sur la base d'un stockage de 1,8 palette/m ² et d'une surface de stockage de 40 674 m ² et d'un volume unitaire de palette de 1,44 m ³ , le volume de papier ou carton stockées dans l'entrepôt représentera au maximum 105 427 m ³ . Cette valeur est atteinte si la totalité des stockages de l'entrepôt est liée à cette rubrique.
1532-1 (A)	Stockage de bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531, à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant supérieure à 50 000 m ³	Sur la base d'un stockage de 1,8 palette/m ² et d'une surface de stockage de 40 674 m ² et d'un volume unitaire de palette de 1,44 m ³ , le volume de bois stockés dans l'entrepôt représentera au maximum 105 427 m ³ . Cette valeur est atteinte si la totalité des stockages de l'entrepôt est liée à cette rubrique.
2662-1 (A)	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 40 000 m ³	Sur la base d'un stockage de 1,4 palette/m ² et d'une surface de stockage de 40 674 m ² et d'un volume unitaire de palette de 1,44 m ³ , le volume de produits concernés représentera au maximum 81 999 m ³ . Cette valeur est atteinte si la totalité des stockages de l'entrepôt est liée à cette rubrique.
2663-1-a (A)	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), à l'état alvéolaire ou expansé tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc., le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 45 000 m ³	Sur la base d'un stockage de 1,4 palette/m ² et d'une surface de stockage de 40 674 m ² et d'un volume unitaire de palette de 1,44 m ³ , le volume de produits concernés représentera au maximum 81 999 m ³ . Cette valeur est atteinte si la totalité des stockages de l'entrepôt est liée à cette rubrique.
2663-2-a (A)	Stockage de pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques), dans un état non alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.) et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 80 000 m ³	Sur la base d'un stockage de 1,4 palette/m ² et d'une surface de stockage de 40 674 m ² et d'un volume unitaire de palette de 1,44 m ³ , le volume de produits concernés représentera au maximum 81 999 m ³ . Cette valeur est atteinte si la totalité des stockages de l'entrepôt est liée à cette rubrique.
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs	Plusieurs zones de charge des batteries des engins

(D)	La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	de manutention dont la puissance pour cette opération sera supérieure à 50 kW.
4320-2 (D)	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t	La plateforme est vouée à stocker des produits alimentaires et de grandes distribution dont des aérosols visés par cette rubrique. Il est prévu de stocker au maximum 49 tonnes d'aérosols (en considérant le cumul des aérosols correspondant à la présente rubrique et à la rubrique 4321). Ce stockage sera localisé dans la cellule C4.
4330-2 (DC)	Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60°C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t.	Le site est essentiellement destiné au stockage de produits manufacturés. Ponctuellement, des produits de nettoyage pouvant être visés par cette rubrique y seront également stockés. Ils représenteront un volume inférieur à 3 tonnes. Ce stockage sera localisé dans la cellule C4.
4331-3 (DC)	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t.	Le site est essentiellement destiné au stockage de produits manufacturés. Ponctuellement, des produits de nettoyage pouvant être visés par cette rubrique y seront également stockés. Ils représenteront un volume inférieur à 99 tonnes. Ce stockage sera localisé dans la cellule C4.
4755-2-b (DC)	Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool d'origine agricole extra-neutre rectifié, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant supérieur ou égal à 50m ³	Le volume d'alcools de bouche stocké sur le site ne dépassera pas les 300 m3. Ce stockage sera localisé dans la cellule C4.
1511 (NC)	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant inférieur à 5 000 m ³	Sur la base d'un volume de stockage, au sens du stockage physique dans les racks, le volume susceptible d'être stocké sera de 2160 m3.
2910-A (NC)	Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (iv) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie issus du b (v) de la définition de biomasse ou lorsque la biomasse est issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique nominale de l'installation est inférieure à 2 MW.	Le site dispose de deux installations de combustion utilisant du gaz naturel, la puissance thermique. La première a une puissance de 9360 kW ; la seconde une puissance de 1050 kW. La puissance totale est donc inférieure à 2 MW.
4321-2 (NC)	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, ne contenant pas de gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	La plateforme est vouée à stocker des produits alimentaires et de grandes distribution dont des aérosols visés par cette rubrique. Il est prévu de stocker au maximum 49 tonnes

	La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 500 t.	d'aérosols (en considérant le cumul des aérosols correspondant à la présente rubrique et à la rubrique 4320). Ce stockage sera localisé dans la cellule C4.
4734-2 (NC)	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant inférieure à 50 t au total.	Le groupe motopompe pour le système d'extinction automatique est alimenté par une cuve de fioul aérienne d'un volume de 0,5 m³ représentant une quantité d'environ 500 kg.
4802-2 (NC)	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation d'équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 300 kg.	Pour la climatisation de la chambre froide, il est prévu d'utiliser des groupes froids fonctionnant au R104a ou au R404a. La charge prévue sera inférieure à 300 kg.

A (autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (déclaration), NC (non classé).

1.3.2 Loi sur l'eau

Le site n'est pas classé aux titres des rubriques de la loi sur l'eau.

1.4 Capacités financières du demandeur

La société LPFE BONDOUFLE dispose d'un capital de 393,5k€ et fait partie de la holding LPFE Gérant SARL, qui exploite d'autres SCI correspondant notamment à d'autres entrepôts soumis à la réglementation des ICPE. Le chiffre d'affaires de l'entreprise est évalué à 2,991 M€ en 2012.

LPFE Bondoufle est déjà le propriétaire du site et le titulaire de l'autorisation actuelle. Le site est actuellement occupé par un unique locataire : KUHNE&NAGEL.

2 INCONVÉNIENTS POUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT PROPOSÉES PAR LE DEMANDEUR

2.1 Analyse de l'état initial du site et de son environnement

Le dossier comprend une analyse de l'état initial de la zone d'étude et des milieux susceptibles d'être affectés par le projet. Cette analyse porte notamment sur la population, la faune et la flore, les habitats naturels, les sites et paysages, les biens matériels, les continuités écologiques, les équilibres biologiques, les facteurs climatiques, le patrimoine culturel et archéologique, le sol, l'eau, l'air, le bruit, les espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs, ainsi que les interrelations entre ces éléments.

La caractérisation de l'état initial a été faite sur la base de données et d'études d'organismes et d'administrations, parmi lesquelles on retrouve notamment : le Bureau des Recherches Géologiques et Minières (BRGM), le ministère de l'écologie et du développement durable et la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie (DRIEE). L'exploitant a également fait réaliser une étude bruit par la société QCS Services.

2.2 Évaluation des impacts

2.2.1 Effet sur le climat

Les activités de LPFE Bondoufle ne sont pas concernées par les dispositions de la directive n° 2003/87/CE du 13/10/2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la communauté européenne.

Néanmoins, l'exploitant s'engage notamment à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour maîtriser les consommations d'énergie. Il faut noter que les émissions de CO₂ augmenteront car la puissance de la chaufferie augmente.

2.2.2 Patrimoine naturel et biodiversité

Selon le dossier, le site n'est dans le périmètre ni des corridors écologiques à préserver ni des continuités écologiques.

2.2.3 Qualité de l'air

Selon l'exploitant, le trafic routier et les effluents des postes de charge d'accumulateurs et de la chaufferie seront les sources d'émissions en fonctionnement normal. Plusieurs mesures sont prises pour limiter l'impact de l'activité sur la qualité de l'air, notamment l'obligation des véhicules en cours de chargement ou de déchargement d'avoir leur moteur à l'arrêt ou encore encourager le personnel à se déplacer en transports en commun ou en co-voiturage. L'exploitant déclare par ailleurs que son activité ne sera pas génératrice d'odeurs ou d'envols.

2.2.4 Eau et sol :

Selon le dossier, le prélèvement en eau potable sera lié majoritairement à l'alimentation en eau sanitaire. La consommation quotidienne d'eau potable est estimée à 150 litres par jour par salariés. Les autres sources de consommation d'eau sont l'entretien des espaces verts et les tests sur le réseau d'eau de sécurité incendie. L'exploitant précise que le nouvel aménagement n'engendrera pas une augmentation de la consommation.

Le dossier fait état des rejets aqueux liés à l'activité:

- eaux pluviales des toitures;
- eaux pluviales des voiries potentiellement polluées qui seront traitées par un des sept séparateurs à hydrocarbures avant rejet dans le réseau communal (avec respect des conditions de rejet);
- eaux usées rejetées dans le réseau de la zone d'activités ;

La rétention des eaux d'extinction incendie est prévue par l'exploitant dans les canalisations d'eaux pluviales du site (isolées par la fermeture des vannes attenantes) et dans les zones de quai. En phase chantier, les substances polluantes seront stockées dans des récipients étanches et sur des aires de stockage imperméabilisées (bacs de rétention).

2.2.5 Énergie :

L'exploitant prévoit une augmentation d'environ 450 MWh/an de sa consommation d'énergie par rapport à sa consommation actuelle, soit une hausse de 30 %, par la création de deux locaux de charges supplémentaires et de la chambre froide. L'exploitant s'engage à installer des groupes froids neufs et optimisés en termes de consommation énergétique.

2.2.6 Faune/Flore :

Selon le dossier, la fréquentation par la faune est assez faible, du fait de l'emplacement du site en milieu urbain et de la nature de l'activité de l'entrepôt existant. L'impact pour la flore est aussi faible. L'exploitant estime que les impacts sur la faune et la flore suite au réaménagement du site seront équivalents à ceux actuels.

2.2.7 Transport :

En phase d'exploitation, il est prévu que le trafic routier soit identique à celui actuel à savoir 300 mouvements de poids lourds et 600 mouvements de véhicules légers par jour. La voie de desserte est relativement éloignée des quartiers résidentiels. L'exploitant estime que les impacts sur le transport suite au réaménagement du site seront équivalents à ceux actuels.

2.2.8 Bruit :

Le dossier précise que les sources de bruits seront principalement liées à l'activité des engins et camions sur le site ainsi qu'au compacteur à déchets et aux groupes froids.

Les différents équipements seront homologués, régulièrement entretenus et conformes à la réglementation en vigueur. Par ailleurs, l'exploitant s'engage à ne pas utiliser de sirène ou de diffuseurs d'appels à l'exception de celle pour donner l'alarme à l'intérieur de l'entrepôt.

2.2.9 Déchets :

L'exploitant fournit une estimation des quantités annuelles de déchets produits en phase d'exploitation. Il différencie les déchets dangereux des déchets non dangereux. Il indique que les déchets liés à l'activité en phase d'exploitation du site seront associés aux opérations :

- de réception/préparation/expédition de marchandises (détérioration de produits manufacturés, emballages),
- d'entretien du site (déchets verts),
- de maintenance des équipements (batteries et luminaires usagés, ferrailles, ammoniac, huiles usagées et résidus souillés d'hydrocarbure venant du nettoyage des séparateurs d'hydrocarbure),
- de présence humaine sur le site.

L'exploitant s'engage à respecter les plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dangereux et non dangereux et le plan national de prévention des déchets.

Le dossier précise que les déchets issus des opérations de réception/préparation/expédition de marchandises (palettes en bois, papiers/cartons, films plastiques étirables, et fils de cerclage) seront triés à la source ou chez un prestataire et envoyés dans des filières de traitement spécifiques afin d'être valorisés..

2.2.10 Pollution lumineuse

L'exploitant indique que la pollution lumineuse sera limitée par un ampérage adapté des éclairages du site en phase d'exploitation.

2.2.11 Population:

Une évaluation des risques sanitaires est fournie au dossier.

2.3 Mesures d'évitement prises par le pétitionnaire pour préserver l'environnement du site

Les mesures d'évitement, de suppression, de réduction et de compensation ont été évoquées, le cas échéant, dans le paragraphe ci-dessus.

3 DANGERS/RISQUES POUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES DE PRÉVENTION ET DE PROTECTION PROPOSÉES PAR LE DEMANDEUR

3.1 Identification et caractérisation des potentiels de dangers et de leurs conséquences

Le dossier fait le point quant aux risques naturels, technologiques et humains auxquels le site pourrait être soumis. Il résulte de cet état que le site est concerné par un risque sismique très faible et un aléa entre faible et moyen relativement au retrait-gonflement des argiles. Le risque foudre est estimé à un niveau faible, conclusion étayée par l'analyse du risque foudre réalisée par la société Qualiconsult en juillet 2014 et présentée dans le dossier.

L'exploitant considère par ailleurs que les distances entre le site et d'autres ICPE sont suffisamment grandes pour considérer la probabilité de subir des effets dominos comme nulle. Il précise également qu'un accident lié au transport de matières dangereuses par voie routière pourrait impacter l'activité ; en revanche il considère qu'un accident lié au réseau de pipeline « Le Havre - Nangis » situé à un peu plus d'un kilomètre au nord du site n'aurait aucun impact, thermique ou en termes de surpression, sur le site. Enfin pour limiter le risque d'intrusion, le site est gardienné 7 jours sur 7 et 24h sur 24.

Le dossier présente une description des potentiels de danger internes pour chaque famille de produits et pour chaque type d'équipements qu'il a recensé sur le site. Il présente aussi des dangers liés aux procédés dans les conditions normales de fonctionnement et lors des phases transitoires ainsi qu'en cas de pertes des utilités.

Les potentiels de danger recensés dans le dossier sont :

- * l'explosion (hydrogène)
- * la pollution (épandage de liquides)
- * l'incendie / propagation incendie (produits combustibles, liquides inflammables)
- * les projections (aérosols)

L'exploitant présente une analyse du retour d'expérience sur les entrepôts, les stockages de liquides inflammables, d'aérosols et sur les locaux de charge. Elle est basée sur les données du BARPI. Le dossier conclut que l'incendie est la conséquence prépondérante, les rejets de produits dangereux et les effets dominos étant d'autres conséquences identifiées.

Une analyse préliminaire des risques est réalisée selon une méthode explicitée dans le dossier. Cette méthode attribue une note à chacun des scénarios regroupés selon un découpage fonctionnel, les scénarios retenus sont ceux ayant obtenu une note supérieure à 7 sur 25, par analogie avec la matrice d'analyse des risques de la circulaire du 10 mai 2010.

Il exclut d'office plusieurs scénarios en justifiant son choix. Il s'agit de :

- * L'incendie du parking Poids Lourds
- * L'incendie du local sprinkler
- * L'explosion du local de charge
- * Le renversement de matières dangereuses
- * La fuite d'acide d'une batterie/fluide frigorigène

Une évaluation des effets thermiques via une étude Flumilog est présentée. L'exploitant utilise pour l'ensemble des cellules à l'exception de celle frigorifique, une palette expérimentale correspondant à la rubrique 2662. Celle-ci a un pouvoir calorifique supérieur à la palette expérimentale correspondant à la rubrique 1510, selon le dossier. Pour la cellule frigorifique, l'exploitant modélise l'incendie avec les palettes type 1511 et 1510 car cette cellule est susceptible d'accueillir ces deux types de marchandise.

Une analyse de la dispersion atmosphérique relative aux scénarios accidentels retenus est aussi présente dans le dossier.

L'exploitant présente son évaluation de la probabilité des phénomènes dangereux et le positionnement dans la grille MMR ainsi que les barrières mises en place pour les contrer. Les barrières de sécurité sont présentées selon leur efficacité, cinétique et capacité de maintien dans le temps.

3.2 Réduction du risque

Le dossier contient un recensement des barrières de sécurité mises en place en tenant compte de l'analyse des risques réalisées et de l'analyse du retour d'expérience. L'emplacement des murs coupe-feu est indiqué. Le dossier

précise également que la charge des batteries dans les locaux de charge seront asservies au système de ventilation des locaux.

Des consignes (permis feu, interdiction de fumer...) et un aménagement des stockages permettront de limiter la probabilité d'occurrence et d'extension d'un incendie selon le dossier. Le matériel sera entretenu.

L'exploitant indique que les eaux d'incendie seront contenues dans les canalisations d'eaux pluviales et devant les quais du bâtiment. Le niveau d'eau au niveau des quais est de 32 cm au maximum. Le volume à contenir et les quantités d'eau nécessaire à l'extinction d'un incendie ont été calculés par le pétitionnaire à l'aide de la D9/D9A. Le dossier prévoit la mise en place de rétention notamment sous les stockages de liquides inflammables.

L'exploitant retient un phénomène dangereux à étudier suite à son analyse :

Ph 1 : Incendie des zones de stockage

Selon le dossier, il peut se produire lors du déchargement et transport des palettes de matières combustibles ou lors du stockage/gerbage des marchandises.

A travers l'analyse des flux thermiques, le dossier conclut que les flux de 5 et 8 Kw/m² sont contenus dans les limites du site. En revanche, les flux 3 kW/m² sortent des limites de propriété dans les cas suivant :

- * incendie de la cellule B2, flux sortant d'environ 10 mètres environ sur la façade sud ;
- * incendie de la cellule B1, flux sortant d'environ 10 mètres environ sur la façade sud ;
- * incendie des cellules B1, B2, B3, flux sortant d'environ 10 mètres environ sur la façade sud ;
- * incendie des cellules B1, B2, B4, flux sortant d'environ 10 mètres environ sur la façade sud ;
- * incendie des cellules B2, B3, B4, flux sortant d'environ 10 mètres environ sur la façade sud ;

Suite à la demande de compléments de l'inspection, l'exploitant établit un mur coupe-feu au nord de la cellule A4 permettant d'exclure l'effet domino de l'incendie de cette cellule sur le local EDF.

L'analyse des dispersions atmosphériques fournie par l'exploitant aboutit à la conclusion que les seuils de toxicité ne sont pas atteints pour les scénarios d'incendie.

Suite aux analyses réalisées dans le dossier, l'exploitant conclut au classement du phénomène dans la grille MMR. Le phénomène a été classé en deux scénarios, celui de l'incendie d'une cellule et celui de l'incendie généralisé, ces deux scénarios ayant la même cotation en gravité mais différent par la probabilité d'occurrence.

Il estime que la mise en place d'une nouvelle barrière pour qu'aucun flux thermique ne sorte du site n'est pas nécessaire au regard de la zone impactée (un stockage de l'entreprise voisine) face au coût supplémentaire estimé à 500k€.

4 CONSULTATION ET ENQUÊTE PUBLIQUE

4.1 Enquête publique

L'enquête publique a été réalisée du lundi 22 juin 2015 au vendredi 24 juillet 2015 inclus dans les communes de Bondoufle, du Plessis-Pâté, de Fleury-Mérogis, de Sainte-Geneviève-des-Bois et de Vert-le-Grand. Cette enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n°2015.PREF.DRCL/BEPAFI/SSPILL/340 du 1^{er} juin 2015.

Le commissaire enquêteur a relevé une très faible participation du public ; aucune remarque n'a été formulée.

4.2 Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable sans réserve à la demande de la société LPFE Bondoufle pour la construction et l'exploitation d'une plate-forme logistique sur les communes de Bondoufle et du Plessis-Pâté.

4.3 Avis des conseils municipaux

Seul le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois a formulé un avis, celui-ci est favorable au projet. Les autres conseils municipaux n'ont pas délibéré.

4.4 Avis des services consultés

L'Agence Régionale de Santé a émis un avis favorable le 13 janvier 2015 sur le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de la société LPFE Bondoufle.

Le service départemental d'incendie et de secours de l'Essonne, par avis du 10 février 2015, a émis plusieurs remarques qui ont été reprises dans le projet de l'exploitant.

5 ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

5.1 Analyse des avis émis et des réponses apportées

Le rapport de l'autorité environnemental indiquait les points suivants:

- Le classement demandé par l'exploitant correspond à celui d'un entrepôt dit « blanc ». Ce point fera l'objet de prescriptions spécifiques afin de limiter le volume total de stockage toutes rubriques confondues.
- L'exploitant prévoyait initialement de déroger à une prescription relative au stockage de matière combustible (art 8 de l'arrêté ministériel du 05/08/2002 d'autorisation pour la rubrique 1510), en l'occurrence le non dépassement d'un mètre en toiture de certains murs coupe-feu. Elle est compensée par un flocage de 5 mètres de par et d'autres de celui-ci afin que l'incendie éventuelle d'une cellule ne se propage pas par la toiture. L'exploitant a aussi fait le choix d'une seconde mesure compensatoire : surdimensionner ses besoins en eau et ses capacités de rétention des eaux d'incendie en les conformant au cas actuel le plus pénalisant.
- L'exploitant demande de pouvoir déroger à plusieurs autres prescriptions de différents arrêtés ministériels concernant les locaux de charges, le stockage de gaz inflammables et le dépôt de papiers et cartons. Les demandes de dérogation concernent l'installation de murs coupe-feu pour les parois extérieures de certains locaux de charges et de la cellule de stockage de gaz inflammable. La dernière demande dérogation concerne l'éloignement du stockage de papiers/cartons par rapport au stockage de gaz inflammables. L'exploitant a notamment justifié l'absence d'effets dominos sur les zones où les murs coupe-feux sont absents.

5.2 Avis de l'inspection - Caractère acceptable de la demande

Suite à la description des activités et au classement envisagé de l'installation, l'arrêté préfectoral sera rédigé en tenant compte des arrêtés ministériels suivant :

- l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stockages de pneumatiques et de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchouc, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;
- l'arrêté du 29 septembre 2008 relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 5 août 2002 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation ;
- l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications ;
- l'arrêté du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 " accumulateurs (ateliers de charge d)" ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

- l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- l'arrêté du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'arrêté ministériel relatif au régime de déclaration de la rubrique 2255 n'existant pas au moment de la rédaction du projet d'arrêté, l'inspection reprendra les prescriptions de l'arrêté du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 en les adaptant aux éléments présentés par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

L'arrêté ministériel relatif au régime d'autorisation de la rubrique 1532 n'existant pas au moment de la rédaction du projet d'arrêté, l'inspection reprendra les prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°1532, en les adaptant aux éléments présentés par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation.

À noter, le porter-à-connaissance transmis le 03 mars 2016 n'est pas une modification notable et substantielle. Le bâtiment chaufferie présent dans la cellule B4 doit répondre aux prescriptions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 05 août 2002 modifié relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation. L'exploitant reprend ces prescriptions dans le porter-à-connaissance.

L'exploitant a par ailleurs demandé trois dérogations concernant :

- le §2.4.1 de l'annexe de l'Arrêté Ministériel du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2925 ;
- le §2.3 de l'annexe I de l'Arrêté Ministériel du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511;
- l'article 4 de l'Arrêté du 29/09/08 relatif à la prévention des sinistres dans les dépôts de papier et de carton soumis à autorisation au titre de la rubrique n° 1530 de la nomenclature des installations classées

5.3 Maîtrise de l'urbanisation

Le présent paragraphe concerne l'ensemble des phénomènes dangereux susceptibles d'être générés par les installations et équipements (entrepôt, local de charge, salle des machines...) de l'établissement LPFE BONDOUFLE sur le territoire des communes de Bondoufle et du Plessis-Pâté. Il fournit les informations sur les aléas technologiques, qui permettront à la Direction Départementale des Territoires d'élaborer des préconisations en matière d'urbanisme autour de l'établissement susmentionné en application du code de l'urbanisme, du code de l'environnement et de la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter-à-connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

Compte tenu des mesures de maîtrise des risques proposées dans l'étude de dangers, les phénomènes dangereux, leur probabilité d'occurrence ainsi que les distances d'effets associées mis en évidence par l'étude de dangers sont listés dans les tableaux ci-dessous.

5.3.1 Phénomènes dangereux ayant des effets sortants

Désignation du phénomène dangereux	Type d'effet	Probabilité d'occurrence	Distance d'effet à partir des limites du site
incendie cellule B1	thermique 3kW/m ²	C	10 m côté Sud-Est
incendie cellule B2	thermique 3kW/m ²	C	10 m côté Sud-Est
incendie cellules B1 et B2	thermique 3kW/m ²	E	10 m côté Sud-Est, 850m ²

		environ
--	--	---------

Les distances d'effet citées sont reportées par l'exploitant au niveau de la figure 1 ci-après, extrait du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Pour les effets irréversibles (correspondant à un flux thermique de 3 kW/m^2) ayant une probabilité minimale D, la circulaire du 4 mai 2007 visée au paragraphe 5.3 propose les préconisations suivantes en matière d'urbanisme :

« dans les zones exposées à des effets irréversibles, l'aménagement ou l'extension de constructions existantes sont possibles. Par ailleurs, l'autorisation de nouvelles constructions est possible sous réserve de ne pas augmenter la population exposée à ces effets irréversibles. Les changements de destinations doivent être réglementés dans le même cadre ».

5.3.2 Phénomènes dangereux non retenus dans le « porter à connaissance »

On note que la modélisation de la dispersion atmosphérique des fumées d'incendie conclut qu'aucun seuil (irréversible, létal, létal significatif) associé ne sort des limites de propriétés.

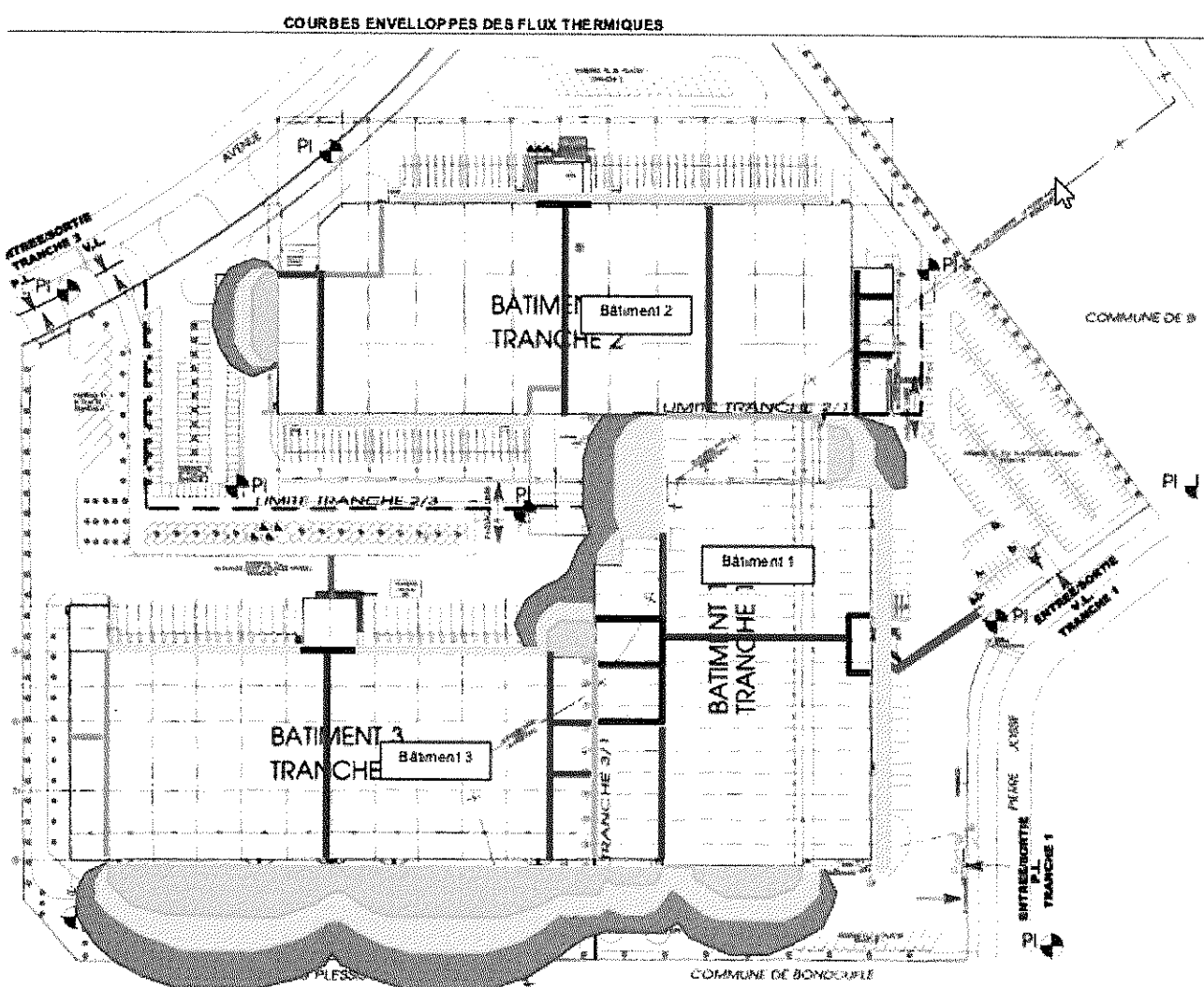


Figure 1 : Courbes enveloppes des scénarii d'incendie
Extrait du dossier de demande d'autorisation d'exploiter

6 CONCLUSION

6.1 Conclusion relative au dossier de demande d'autorisation d'exploiter

Au vu de l'analyse menée par le pétitionnaire dans son dossier de demande d'autorisation d'exploiter (étude d'impact et étude de dangers), l'autorité environnementale considère que :

- l'examen des effets du projet sur l'environnement (étude d'impact et étude de dangers),
- la justification du projet quant à la prise en compte des objectifs de protection de l'environnement,
- la définition des mesures de suppression et de réduction des incidences du projet sur l'environnement,

sont représentatifs du projet et en relation avec l'importance des risques engendrés par le projet.

L'inspection des installations classées émet un avis favorable au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, avis favorable sous réserve du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de solliciter l'avis du CODERST conformément à l'article R.512-25 du code de l'environnement.

6.2 Conclusions relatives au document d'information sur les risques industriels

Le paragraphe 5.3 traite de la première partie du porter à connaissance des risques technologiques présentés par l'établissement LPFE BONDOUFLE qui est implanté sur le territoire des communes de Bondoufle et du Plessis-Pâté.

Compte tenu des données et conclusions des documents constituant l'étude de dangers, et notamment des mesures de sécurité mises en place, les distances des effets des tableaux du point 5.3.1 sont à considérer autour de l'établissement. Ces distances sont reportées sur la figure 1 du présent rapport.

L'Inspection des Installations Classées propose à Monsieur le Préfet de transmettre au service chargé de l'urbanisme à la DDT l'ensemble de ces éléments, pour l'élaboration des préconisations en matière de maîtrise de l'urbanisation suivant les dispositions figurant dans la circulaire du 4 mai 2007 relative au porter à connaissance « risques technologiques » et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.

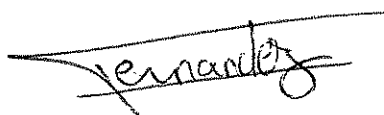
Conjointement l'inspection propose à Monsieur le Préfet de transmettre une copie du présent rapport à Messieurs les Maires des communes de Bondoufle et du Plessis-Pâté afin de les informer des zones de risques technologiques autour de l'établissement LPFE BONDOUFLE.

L'inspection des installations classées signale toutefois que les éléments présentés au paragraphe 5.3 pourront éventuellement être modifiés ou complétés ultérieurement en fonction d'éléments nouveaux résultant en particulier de l'actualisation de l'étude de dangers ou de l'état des connaissances scientifiques.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées souligne que compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effet qu'elles engendrent, il conviendra de rappeler aux maires que les dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis et qu'ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

Rédacteur

L'Inspecteur de l'environnement



Mathieu FERNANDEZ

Approbateur

Pour le directeur régional et interdépartemental de
l'environnement et de l'énergie empêché,
Le chef de l'unité territoriale



Laurent OLIVÉ